

Unité départementale de la Marne
10 rue Clément Ader
51100 REIMS

A Reims, le 09/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/02/2022

Contexte et constats

Publié sur



Transport CAILLOT

Parc Industriel La Pompelle
Rue du Val de Clair
51050 REIMS

Références : SM2 SG D2 i 2022-163

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/02/2022 dans l'établissement Transport CAILLOT implanté Parc Industriel La Pompelle Rue du Val de Clair 51050 REIMS. L'inspection a été annoncée le 25/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suivi des échéances 2022 : la visite d'inspection objet de ce rapport a porté sur le respect des échéances pour la mise en place des mesures correctives demandées suite aux constats réalisés lors des visites des 25 novembre 2020 et 19 mai 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Transport CAILLOT
- Parc Industriel La Pompelle Rue du Val de Clair 51050 REIMS
- Code AIOT dans GUN : 0005703753
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso :

Suite à l'extension du site, une troisième cellule à température dirigée a été mise en exploitation. Deux des trois cellules contiennent des bouteilles en caisses "fil". La cellule 2 comporte des racks avec du champagne emballé (carton + palettes de bois) et de l'alcool classé 4755.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Le thème principal est la mise en conformité de la protection anti-foudre.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|---|--|---|-------------------|
| Protection anti foudre | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles de la section III | / | |
| Vérifications installations électriques | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II point 15 | / | |
| Dispositif clapets anti retour | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II point 1.6.2 | / | |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'enjeu majeur était la mise en place de la protection anti foudre. Elle a été constatée sur la base des documents et en visitant le site.

Le suivi du carnet de bord, des compteurs et les vérifications annuelles seront réalisés par le prestataire Dekra.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Protection anti foudre

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles de la section III |
| Prescription contrôlée : Fournir les justificatifs de travaux engagés et relatifs à la protection foudre |
| Constats : Le dossier des ouvrages exécutés date d'août 2021 par AEE electronic. 2 paratonnerres ont été ajoutés et la mise en conformité du site par rapport aux remarques de 2017 a été réalisée. L'IIC a constaté les 4 prises de terre du site avec les compteurs correspondants. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Vérifications installations électriques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II point 15 |
| Prescription contrôlée : Fournir les vérifications annuelles des dispositifs de protection incendie des exutoires de fumées dont le dernier contrôle date de mai 2020. |
| Constats : La dernière vérification des exutoires par CASI date du 26 mai 2021. 2 vérins étaient défectueux. Un devis de remplacement en date du 03/02/2022 a été émis. La dernière vérification des détecteurs de fumées par CHUBB a été réalisée à la fin du mois de décembre 2021. Les détecteurs ne peuvent pas tous être accessibles dans le cadre de ce contrôle mais ce ne sont pas toujours les mêmes d'année en année. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Dispositif clapets anti retour

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II point 1.6.2 |
| Prescription contrôlée : Transmettre les justificatifs de la mise en place et de la réalisation du contrôle annuel des dispositifs "clapets anti-retour". |
| Constats : L'IIC a constaté la tenue du registre de contrôle des clapets, lui-même présent dans le registre de sécurité. Le dernier contrôle date du 27/12/2021. |
| Type de suites proposées : Sans suite |